

Art. 2. Vorliegender Erlass tritt am 1. August 1986 in Kraft.

Art. 3. Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 31. Juli 1986.

D. DUCARME,

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft  
für die Wallonische Region

M. WATHELET,

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen,  
den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 86 -- 1847

31 JULI 1986. -- Besluit van de Waalse Gewestexecutieve waarbij het college van burgemeester en schepenen wordt gemachtigd af te wijken van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 oktober 1984 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijden, oefenen en testritten met motorvoertuigen

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijden, oefenen en testritten met motorvoertuigen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 oktober 1984;

Overwegende dat tegenwoordig de wedstrijden en de erbijhorende oefenritten op de niet-permanent gebruikte terreinen slechts toegelaten worden nadat de technische ambtenaar van het Waalse Gewest heeft geconstateerd dat aan de bepalingen van de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 10 juni 1976 is voldaan;

Overwegende het gebrek aan afwijkmogelijkheid;

Overwegende de aanvragen van organisatoren voor uitzonderlijke manifestaties waarvan de traditie tot de ontwikkeling en het leven van steden en gemeenten bijdraagt;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 32 van Hoofdstuk VII getiteld « Bepalingen eigen aan het Waalse Gewest » van het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijden, oefenen en testritten van motorvoertuigen, ingevoegd bij artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 oktober 1984, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Echter mag het college van burgemeester en schepenen, in afwijking van in de artikelen 3, § 1 en 4, § 1, bepaalde verbodsbepalingen, activiteiten toelaten op de voor 1 juni 1984 gebruikte omlopen en terreinen onder de door hem vastgestelde voorwaarden en beperkingen ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 1986.

Art. 3. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 augustus 1986.

D. DUCARME,

Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw

M. WATHELET,

Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met de Nieuwe Technologiën, de Buitenlandse Betrekkingen,  
de Algemene Zaken en het Personeel

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 86 -- 1848

11 SEPTEMBRE 1986. -- Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant certaines dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juin 1986 relatif aux membres du personnel technique et dirigeant des bibliothèques publiques reconnues et aux subventions-traitements

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la lecture, notamment l'article 4, 2<sup>e</sup>, l'article 8, § 1<sup>er</sup>, et l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 8 juillet 1983 interprétatif de l'article 12 du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juin 1984 fixant les critères selon lesquels les pouvoirs organisateurs des bibliothèques publiques reconnues établissent le cadre de leur personnel, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juin 1986;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 juillet 1984 fixant les conditions générales et particulières de reconnaissance des bibliothèques publiques locales, principales et centrales, en application des articles 2, § 2 et 4, du décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la lecture, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juin 1986;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'accord du Ministre-Président qui a le budget dans ses attributions, donné le 28 août 1986;

Vu les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence justifiée par la nécessité de permettre aux bibliothèques publiques reconnues en application du décret du 28 février 1978, d'établir leur cadre en temps utile, afin d'assurer la continuité des services;

Sur la proposition de notre Ministre-Président, chargé des affaires culturelles et vu la délibération de l'Exécutif,

Arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juin 1986 relatif aux membres du personnel technique et dirigeant des bibliothèques publiques reconnues et aux subventions-traitements, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Les membres du personnel technique et dirigeant des bibliothèques publiques reconnues dans le cadre du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture, sont nommés, promus et révoqués par le pouvoir organisateur. Ils ne peuvent bénéficier d'une subvention-traitement qu'aux conditions fixées par le présent arrêté, qu'ils soient soumis à un régime statutaire ou engagés dans les liens d'un contrat de travail. »

**Art. 2.** Dans l'article 5 du même arrêté, le mot « subventionnés » est inséré entre les mots « grades » et « de chauffeur-classou principal ».

**Art. 3.** L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Pour pouvoir bénéficier d'une subvention-traitement, tout membre du personnel technique et dirigeant nommé par le pouvoir organisateur au sein du cadre d'une bibliothèque publique doit remplir les conditions suivantes :

- être belge;
- être de conduite irréprochable;
- jouir des droits civils et politiques;
- pour les candidats masculins, satisfaire aux lois sur la milice;
- être âgé de 18 ans au moins;
- être porteur des titres et/ou avoir l'ancienneté spécifique mentionnés à l'annexe du présent arrêté en regard du grade auquel il est nommé;
- être déclaré physiquement apte à l'exercice de la fonction qui correspond au grade auquel il est nommé. »

**Art. 4.** L'article 27 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 27. Pour pouvoir bénéficier de subventions-traitements, le pouvoir organisateur de la bibliothèque doit établir le cadre de son personnel technique et dirigeant en tenant compte des dispositions fixées par le présent arrêté et selon les critères fixés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juin 1984, modifié par le présent arrêté en ce qui concerne les différents grades qu'il comprend et leur répartition. »

**Art. 5.** L'article 28 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28. Après que, le cas échéant, il ait été approuvé par l'autorité de tutelle compétente, le cadre est communiqué au Ministre qui décide de l'octroi des subventions-traitements conformément aux dispositions des arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juin 1984, du 13 juillet 1984 fixant les conditions générales et particulières de reconnaissance des bibliothèques publiques locales, principales et centrales et du présent arrêté. »

**Art. 6.** L'article 29 du même arrêté est abrogé.

**Art. 7.** L'article 30 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 30. Toute modification du cadre de la bibliothèque publique doit respecter les dispositions prévues par l'article 28 et ne produira ses effets sur les subventions-traitements qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier qui suit cette modification. »

**Art. 8.** Dans l'article 35 du même arrêté, les mots du « même arrêté » sont remplacés par les mots « de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juin 1984 fixant les critères selon lesquels les pouvoirs organisateurs des bibliothèques publiques reconnues établissent le cadre de leur personnel ».

**Art. 9.** Dans l'article 36 du même arrêté, les mots « ne pourra exister » sont remplacés par les mots « ne pourra être subventionné ».

**Art. 10.** Dans l'article 39 du même arrêté, le mot « complété » est remplacé par le mot « remplacé ».

**Art. 11.** Dans l'article 42 du même arrêté, les mots « pour pouvoir faire l'objet d'une subvention-traitement » sont ajoutés après les mots « doivent remplir toutes les conditions fixées par l'article 6 de cet arrêté ».

**Art. 12.** L'article 14, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 juillet 1984, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juin 1986 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. § 1<sup>er</sup>. La Commission est composée, outre le Président, de 8 membres :

- 4 représentants du Conseil Supérieur des Bibliothèques publiques;
- 4 représentants des associations professionnelles des bibliothécaires.

Ces membres sont désignés par le Ministre après consultation du Conseil Supérieur des Bibliothèques Publiques et des associations professionnelles des bibliothécaires.

**Art. 13.** L'article 58, alinéa 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 58, 2<sup>o</sup> Le nombre de lecteurs est fixé tel que prévu à l'article 13, 1<sup>o</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juin 1986. »

Art. 14. Le présent arrêté sort ses effets au 1<sup>er</sup> septembre 1986.

Art. 15. Le Ministre qui a le service public de la lecture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 11 septembre 1986.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
Ph. MONFILS

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 86 — 1048

11 SEPTEMBER 1986. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wijziging van sommige bepalingen van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 juni 1986 betreffende de leden van het technische en leidend personeel van de erkende openbare bibliotheken en betreffende de weddetoelagen

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor lectuurvoorziening, inzonderheid op artikel 4, 2, op artikel 8, § 1, en op artikel 11, lid 1;

Gelet op het decreet van 8 juli 1983 tot interpretatie van artikel 12 van het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor lectuurvoorziening;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 19 juni 1984 tot vaststelling van de criteria volgens dewelke de inrichtende machten van de erkende openbare bibliotheken hun personeelsbestand bepalen, gewijzigd door het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 juni 1986;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 13 juli 1984 tot vaststelling van de algemene en bijzondere voorwaarden voor de erkenning van de plaatselijke hoofd- en centrale bibliotheken (categorie van de openbare bibliotheken) bij toepassing van de artikelen 2, § 2, en 4, van het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor lectuurvoorziening, gewijzigd bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 en bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 juni 1986;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter, tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 28 augustus 1986;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid de bij toepassing van het decreet van 28 februari 1978 erkende openbare bibliotheken de mogelijkheid te bieden hun personeelsbestand tijdig vast te stellen, om de continuïteit van de diensten te verzekeren;

Op de voordracht van onze Minister-Voorzitter, belast met de culturele zaken en gelet op de beraadslaging van de Executieve,

Besluiten :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 juni 1986 betreffende de leden van het technische en leidend personeel van de erkende openbare bibliotheken en betreffende de weddetoelagen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. De leden van het technisch en leidend personeel van de openbare bibliotheken erkend in het kader van het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de openbare dienst voor lectuurvoorziening, worden benoemd, bevorderd en afgezet door de inrichtende macht. Ze kunnen slechts onder de door dit besluit vastgestelde voorwaarden een weddetoelage genieten, of zij aan een statutaire regeling zijn onderworpen of aangeworven op grond van een arbeidsovereenkomst. »

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt het woord « gesubsidieerde » toegevoegd vóór het woord « graden ».

Art. 3. Artikel 6 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Om een weddetoelage te kunnen genieten, moet elk lid van het technisch en leidend personeel, benoemd door de inrichtende macht binnen het personeelsbestand van een openbare bibliotheek, aan de volgende voorwaarden voldoen :

- Belg zijn;
- van onberispelijk gedrag zijn;
- de politieke en burgerlijke rechten genieten;
- voor de mannelijke kandidaten, aan de dienstplichtwetten voldoen;
- minstens 18 jaar oud zijn;
- houder zijn van de getuigschriften en/of de specifieke anciënniteit hebben, vermeld in de bijlage van dit besluit naast de graad waarin hij benoemd is;
- de lichamelijke geschiktheid bezitten om het ambt uit te oefenen dat overeenstemt met de graad waarin hij benoemd is. »

Art. 4. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 27. Om weddetoelagen te kunnen genieten, moet de inrichtende macht van de openbare bibliotheek het bestand van haar technisch en leidend personeel vaststellen met inachtneming van de bepalingen vastgesteld door dit besluit en volgens de criteria vastgesteld door het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 19 juni 1984, gewijzigd door dit besluit wat betreft de verschillende graden die het omvat en hun verdeling. »

Art. 5. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 28. Nadat het personeelsbestand, in voorkomend geval, door de bevoegde voogdijoverheid werd goedgekeurd, wordt het medegedeeld aan de Minister die besluit tot de toekenning van de weddetoelagen overeenkomstig de bepalingen van de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 19 juni 1984 en 13 juli 1984 tot vaststelling van de algemene en bijzondere voorwaarden voor de erkenning van de plaatselijke, hoofd- en centrale bibliotheken (categorie van de openbare bibliotheken) en van dit besluit. »

Art. 6. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 30. Elke wijziging van het personeelsbestand van de openbare bibliotheek moet de bepalingen bedoeld in artikel 28 in acht nemen en zal uitwerking hebben op de weddetoelagen pas met ingang van de 1e januari die volgt op deze wijziging. »

Art. 8. In artikel 35 van hetzelfde besluit, worden de woorden « van ditzelfde besluit » vervangen door de woorden « van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 19 juni 1984 tot vaststelling van de criteria volgens dewelke de inrichtende machten van de erkende openbare bibliotheken hun personeelsbestand bepalen. »

Art. 9. In artikel 36 van hetzelfde besluit, worden de woorden « zal slechts kunnen bestaan » vervangen door de woorden « zal slechts gesubsidieerd kunnen worden ».

Art. 10. In artikel 39 van hetzelfde besluit, wordt het woord « aangevuld » vervangen door het woord « vervangen ».

Art. 11. In artikel 42 van hetzelfde besluit, worden de woorden « om een weddetoelage te kunnen genieten » toegevoegd achter de woorden « moeten voldoen aan alle voorwaarden gesteld bij artikel 6 van dat besluit ».

Art. 12. Artikel 14, § 1, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 13 juli 1984, gewijzigd door het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 juni 1986, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 14. § 1. De Commissie is samengesteld, behalve de Voorzitter, uit 8 leden :

— 4 vertegenwoordigers van de H.R.O.B.;

— 4 vertegenwoordigers van de beroepsverenigingen van de bibliothecarissen.

Deze leden worden door de Minister aangewezen na advies van de H.R.O.B. en van de beroepsverenigingen van de bibliothecarissen.

Art. 13. Artikel 56, alinea 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 56. 2° Het aantal lezers is vastgesteld voorzien het artikel 13, 1° van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 juni 1986. »

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1986.

Art. 15. De Minister tot wiens bevoegdheid de openbare dienst voor lectuurvoorziening behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, 11 september 1986:

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,  
Ph. MONFILS

F. 86 — 1649

10 OCTOBRE 1986. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 24 février 1986 relatif à la répartition de l'article 01.04.11 des Sections 31 et 37 du Titre Ier du budget de 1986 :  
« Dépenses de toute nature en rapport avec le transfert des services de la Communauté française »

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 27 mars 1986 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1986;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 24 février 1986 relatif à la répartition de l'article 01.04.11 des Sections 31 et 37 du Titre Ier du budget de la Communauté française de 1986, considéré comme nul et non avenu par la Cour des Comptes dans sa dépêche Dr. n° F 13 J 14.763 LI du 1er septembre 1986, parce qu'antérieur au vote du budget 1986;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 septembre 1986;

Sur la proposition de Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé du budget,

Arrêtons :

Article 1er. Un montant de 210 100 000 francs (deux cent dix millions cent mille francs), prélevé du crédit de l'article 01.04.11, Section 31, Secteur Secrétariat général, Titre Ier du budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1986, est réparti entre les articles repris ci-après de la même Section 31 :

(En millions de francs)

11.03.11	200,0
11.04.11	0,5
12.01.11	1,0
12.02.11	4,5
12.05.11	3,0
12.24.11	0,1
12.31.11	1,0